

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 228. — 20 FEVRIER 1965

VIETNAM ■ Depuis 20 ans à la recherche de la paix



Il y a un peu plus de dix ans maintenant que la conférence de Genève réglait, pour la France, l'affaire indochinoise : l'indépendance pour le Vietnam Nord — qui devenait une république populaire — et la naissance de l'Etat du Vietnam Sud, qui tombait sous la dictature de Diem en même temps que sous l'influence américaine.

A Genève, la Chine faisait son entrée sur la scène internationale et marquait par toutes sortes de détails qu'elle entendait profiter de l'occasion pour tenter de briser l'isolement diplomatique dans lequel depuis des années les Occidentaux la maintenaient, en particulier en lui refusant l'entrée de l'O.N.U. Il est probable qu'à cette époque Mao aurait été prêt, contre une reconnaissance de la Chine populaire, à négocier un accord général en Asie, y compris à faire sur Formose quelques concessions spectaculaires. Nous étions au début de la période des cent fleurs et les difficultés intérieures apparaissaient aux dirigeants chinois être du passé plutôt que la rançon de l'avenir.

A cette époque, les Américains, pour des raisons mal expliquées, sinon par une vision étriquée du problème chinois, ne crurent pas devoir répondre favorablement à l'attente de la diplomatie chinoise. Cette attitude failli d'ailleurs compromettre l'accord de Genève.

Dès lors, le Nord étant devenu une république du camp socialiste et le Sud une république protégée par les Américains, il était clair que l'antagonisme sino-américain se cristalliserait sur ce pays en guerre depuis déjà dix ans. En quittant Genève, Chou En-lai avait dit : « Dans dix ans la réunification sera faite. »

On sait les efforts que chacun des deux camps accomplirent pour

P.-A. Maurienne.

(Suite page 6.)

Cantonales

Le P.S.U. en tête à St-Brieuc

(Page 2)

Télévision

Arguments pour une grève

(Page 10)

Côtes-du-Nord : Le P.S.U. largement en tête aux cantonales de Saint-Brieuc

Des élections ont eu lieu le 14 février pour pourvoir au remplacement de notre regretté ami Antoine Mazier. Elles ont donné les résultats suivants :

Inscrits, 25.288 ; votants, 14.526 ; suffrages exprimés, 14.348.

Ont obtenu :

Le Foll (P.S.U.)	3.559 voix
Quemper (comm.)	2.999 —
Tessier (V ^e République)	2.747 —
Boutbien (action travail)	2.376 —
Le Garzic (S.F.I.O.)	1.288 —
Prigent (M.R.P.)	1.025 —
Lucas (mouv. régional. de la Bretagne)	354 —

C'est un magnifique résultat dont il convient de féliciter Le Foll et tous nos camarades des Côtes-du-Nord. Dépositaires de l'héritage d'Antoine Mazier, ils sauront le conserver précieusement. Nous attendons avec con-

fiance le résultat du second tour et celui des élections municipales.

Au nom du Bureau national et de tout le P.S.U., un grand bravo à la fédération des Côtes-du-Nord. E. D.

Courrier des lecteurs

● A propos des anciens d'Algérie

J.L. Gérard, Paris-10^e

Mais pourquoi n'avez-vous pas publié préalablement une sorte de questionnaire qui aurait touché tous vos lecteurs d'abord et qui, peut-être, aurait permis d'en gagner de nouveaux ensuite ?

Les anciens d'Algérie, comme les autres citoyens, sont ou bien indifférents, ou bien conscients.

S'ils sont indifférents, il est bon d'essayer de les sortir de leur indifférence.

S'ils sont conscients, il sont sensibles au fait que quelq'un et qu'un journal comme T.S. s'intéresse à eux, à leurs problèmes. Un questionnaire préalable aurait donc été, à mon avis, un atout supplémentaire pour vous.

N.D.L.R. — Effectivement, nous

avons songé à publier un questionnaire qui nous aurait permis de connaître avec plus de précision les motivations des jeunes anciens combattants de la guerre d'Algérie.

Nous avons renoncé à ce projet lorsqu'au cours de notre enquête, nous avons appris qu'une association spécialisée avait déjà procédé à un tel sondage.

Si des lecteurs de T.S. sont intéressés par un tel questionnaire, soit pour y répondre directement, soit pour recueillir les réponses d'anciens combattants de la guerre d'Algérie, qu'ils veuillent bien en faire la demande auprès de l'Union démocratique des anciens d'Algérie, 41, boulevard Magenta, Paris-10^e.

G. Rennes, Paris-14^e

Chers camarades,
Une ou deux observations sur T.S. :
1° La page sur les anciens d'Algé-

rie (que personnellement je trouve très intéressante) ne répond pas pour certains à son titre. Un employé RATP qui diffuse 5 journaux par semaine m'a dit qu'il aurait fallu, pour toucher vraiment les anciens d'Algérie, des données sur ce qu'étaient devenus les blessés : difficultés à obtenir leurs pensions, sort des veuves, difficultés particulières de reclassement professionnel avec des exemples.

Je transmets.

2° En tant que vendeuse, je suis très gênée par le procédé, peut-être publicitaire, employé de plus en plus souvent : un gros titre ou une grosse photo en première page, et puis presque rien derrière.

Des Indochinois m'ont acheté un jour sur le titre et la photo du Viet-Nam ; l'article était clair et intéressant, mais très bref ; un vieux « mandarin » malin a feuilleté tout le journal avant de... me le rendre.

Cette semaine, deux inconnus ont acheté à cause de la photo de Castro. S'ils viennent la semaine prochaine me les rendre avec des injures, je pourrai leur faire cadeau du prochain journal qui, je l'espère, contiendra le début du reportage ; s'ils ne viennent pas, c'est qu'ils seront dégoûtés d'avoir été trompés.

3° Enfin, dans vos essais publicitaires (?) de changement de couleurs,

évités le bleu identique à celui d'Aspect de la France qui est vendu de l'autre côté de mon avenue !

N.D.L.R. — 1°) Pour obtenir les renseignements sociaux relatifs aux anciens d'Algérie, s'adresser à l'UD AA, 41, boulevard Magenta, Paris-10^e.

2°) Nous acceptons la critique pour la « une » de Castro. Elle ne nous

avait pas échappé... mais il était trop tard pour la pallier. Nous tiendrons compte de la remarque : à titre de « une », article conséquent. Mais souvenons nous voulons attirer l'attention sur la variété des articles et non pas sur le sujet d'un seul.

3°) Nous avons supprimé l'édition bleue.

● APPEL de la Ligue nationale contre la force de frappe

Créée en 1963, la Ligue nationale contre la force de frappe rassemble les adversaires de l'actuelle politique militaire. Elle a contribué à créer le Comité national contre la force de frappe et pour le désarmement général, qui groupe plus de quarante organisations de toutes tendances politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, et qui a réalisé des manifestations de masse en 1964, notamment à Puteaux, à Sceaux et dans diverses villes de province.

La Ligue entreprend une vaste consultation. Il s'agit, pour chacun de nous, de manifester son opinion et de recueillir celles de ses voisins et de ses amis. Il nous faut d'innombrables adhésions.

La force de frappe, aujourd'hui baptisée force de dissuasion, est ruineuse, inefficace, dangereuse.

Elle est ruineuse :

Sans parler des futurs dépassements de crédits, elle absorbera, de 1960 à 1970 plus de cinq mille milliards d'anciens francs. Nos avions périmés, qui seront stratégiquement réformés dès 1968, reviennent, avec leurs compléments, à 75 millions (nouveaux) chacun, au lieu de 20. L'usine de Pierrelatte, évaluée à 2 milliards (nouveaux) en 1960, en a déjà coûté 6, sans être terminée. Les sous-marins exigeront de forts crédits supplémentaires : les fusées, aussi, etc.

L'équilibre budgétaire exige de rattraper ces milliards sur les dépenses productives, de réduire les crédits pour écoles et enseignants, pour hôpitaux et pensions, pour routes, extensions téléphoniques, investissements industriels ou agricoles, recherches scientifiques, etc. même que les subventions aux communes pour adductions d'eau, électrification, protection contre les inondations, etc. Notre vie sociale et économique, nos chances sur le marché international sont ainsi pénalisées.

Elle est inefficace.

20 bombes puissantes suppriment toute vie en France. Il en faudrait 800 contre un pays 40 fois plus vaste. Seules les grandes puissances nucléaires en possèdent autant, et même de quoi détruire, chacune, le monde entier.

Pourquoi cette force de frappe ?

Pour attaquer une puissance nucléaire ? Nos rares bombes détruiraient quelques millions de citoyens. Mais, dix minutes plus tard, aucun Français ne survivrait. Qui déciderait un tel suicide collectif ?

Pour attaquer une puissance non-nucléaire ? Ce serait dresser le monde entier contre nous.

Pour aider nos alliés ? Nous leur apporterions, en 1973, à peine un pour cent de leur puissance actuelle...

Pour riposter ? Si nous étions attaqués nucléairement, nous ne répliquerions pas. Car, à l'inverse des Américains, nous serions détruits sans avoir eu le temps de lancer une salve entre détection et destruction. Si l'attaque était conventionnelle, la pire faute serait d'y répondre par notre force de frappe : cette riposte nous aliénerait tous nos alliés et la France serait intégralement détruite en représailles.

Pour dissuader ? On sait à l'étranger que nous savons ne pas devoir survivre dix minutes à la réalisation de notre menace ; que donc nous ne l'exécuterons pas. Alors, autant agiter un sabre de bois. Il y a dissuasion entre deux Etats pouvant s'infliger mutuellement des dégâts du même ordre, non entre Etats dont

l'un endommagerait seulement l'autre, puis serait annihilé par lui. Le Gouvernement ne peut croire à sa menace, car il n'a rien fait pour abriter la population : nous dépensons, par an et par habitant, trois francs pour la défense passive, contre 250 à 700 en Angleterre, Suisse et Suède. Ou le Gouvernement ne croit pas à la dissuasion et ment en feignant d'y croire, ou il y croit et trahit son devoir de protection.

Cette force de frappe est dangereuse :

Elle attire la foudre sans offrir de paratonnerre. Son objectif est essentiellement diplomatique. Elle n'est qu'un moyen de peser sur nos alliés, de les engager malgré eux. L'orgueil national engendre le chauvinisme, nous isole, nous donne figure de trouble-paix, compromet notre sécurité. Seul, le désarmement général et contrôlé peut assurer la paix : toute dissuasion de l'arme atomique, sous forme nationale, franco-allemande, multilatérale, européenne ou atlantique, est dangereuse.

Ce sont de graves erreurs d'avoir refusé d'adhérer au Traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires, d'avoir refusé de continuer à négocier à Genève sur le désarmement, d'avoir méprisé l'O.N.U., espoir de paix. Nous voulons une politique exactement inverse : fidélité aux traités, compréhension mutuelle, recherche permanente de compromis dans l'intérêt de la paix, répudiation de toute grandeur exclusivement fondée sur la force.

La force de frappe apparaît ainsi comme la plus grosse faute financière, économique, sociale, diplomatique et militaire qu'ait commise le Gouvernement. Faites cesser ce gaspillage de nos ressources, ce gaspillage de notre science ! Mettez fin à cette coûteuse folie !

Reprennez en mains vos destinées. Manifestez clairement votre volonté :

1° En participant à notre consultation nationale ;

2° En joignant à votre réponse au moins 0,60 F en timbres — et plus, si vous le pouvez — pour nous aider à étendre sans cesse la diffusion de notre appel dans le pays ;

3° En diffusant vous-même cet appel et en collectant des signatures.

L'opinion publique doit être mobilisée contre la force de frappe : nous poursuivrons notre effort aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Nous voulons pouvoir établir authentiquement la volonté des Françaises et des Français.

Tous ensemble, signez la consultation nationale. Faites-la lire autour de vous. Aidez-nous moralement et matériellement à faire de cette campagne un immense succès.

Tous unis contre la force de frappe et pour le désarmement général et contrôlé !

Chaque semaine
lisez
TRIBUNE
SOCIALISTE

P.S.U. — Section d'Erment-Eaubonne

Dimanche 21 février, à 15 heures

MICHEL BREITMAN

membre de la Commission exécutive fédérale de Seine-et-Oise,

parlera de l'engagement politique et de la littérature

Prix Sainte-Beuve 1964 pour son roman « Sébastien », à la Maison du P.S.U., 6, place des Tilleuls, à Erment.

La Section P.S.U. de MEULAN-LES-MUREAUX organise le mercredi 24 février, à 20 h 45, une REUNION PUBLIQUE, sous la présidence de notre camarade E. OGE.

— Le P.S.U. face aux élections municipales et présidentielles, par E. DEPREUX

— Le « contre-plan » du P.S.U., une arme pour l'opposition socialiste,

par P. BEREGOVY

DES MUNICIPALES AUX PRESIDENTIELLES

Si l'on veut bien considérer que les élections municipales ne sont qu'un épisode de la lutte politique qui doit amener la fin du régime gaulliste, il faut admettre que la stratégie employée par chaque parti engage celui-ci pour les rendez-vous des mois à venir, le premier étant l'élection présidentielle, le second les élections législatives.

Prenons par exemple, c'est l'actualité qui nous l'impose, le cas Defferre à Marseille.

Ses managers, après une publicité vantant essentiellement son « style », espèrent que dans le combat municipal il pourrait se faufiler entre un P.C. qui alignerait sa position locale sur celle du Comité central (hostilité menaçante mais non conflit ouvert) et l'U.N.R., peu représentative à Marseille, si les conservateurs soutiennent la S.F.I.O.

Sans tapage, Gaston Defferre pouvait ainsi espérer s'insérer, restant un homme de gauche qui prend ses distances d'avec le P.C. et lutte contre la puissance gaulliste.

Rien n'était perdu pour la suite. On repartait sur un succès, et, un ton audessus, la campagne reprenait dans le sens voulu : ouverture vers le centre et, à la fin, espoir d'un soutien de la gauche.

Or, Marseille ne s'est pas déroulé comme les stratégies l'avaient espéré. On connaît les événements.

Pour les amis de Gaston Defferre, la cause est entendue. Ils concluent : ... le P.C. a voulu se débarrasser du maire de Marseille qui, en l'ignorant, l'amenait à envisager une candidature ; tactique qui n'avait pas sa préférence.

Le P.C., qui n'est pas tellement antigauilliste que cela, compte tenu de la politique internationale de de Gaulle, se fait ainsi l'allié des U.N.R. désireux d'abattre l'opposant au président de la République.

Haro donc sur le P.C. !

Du reste, sa tactique est générale. Les amis de Defferre sont également touchés. Voyez Mitterrand. Par conséquent, pour se défendre, Defferre et la S.F.I.O. sont bien obligés, pour faire barrage au gaullisme, d'ouvrir les bras à des alliés du centre et du centre droit...

Ce qui justifie les alliances que l'on sait. C. Q. F. D.

★

Cette explication est vraiment trop facile.

Qui nous fera croire que c'est par la faute du P.C. que Guy Mollet s'allie au M.R.P. et aux indépendants à Arras, que la S.F.I.O. de Toulouse et de Colmar choisit de faire liste commune avec le centre droit, l'U.N.R. même, et que, un peu partout, selon les « cas locaux », le choix de la S.F.I.O. est de fermer les yeux sur les principes pour mieux garder les sièges.

Non, hélas ! ce n'est pas seulement dans

l'attitude du P.C. qu'il faut en chercher la raison, mais dans cette radicalisation de la S.F.I.O. dont nous avons déjà parlé.

Et ce fait politique a son importance.

Gaston Defferre, pour conserver la mairie de Marseille, se présente donc comme le candidat le plus anticommuniste. Les réactionnaires non gaullistes voteront ainsi plus facilement pour lui. Mais à la fois anticommuniste et antigauilliste, Gaston Defferre est définitivement pris dans l'engrenage.

Il est désormais un candidat centriste. Il ne peut plus se prétendre candidat de la gauche.

Cette constatation ne devra plus désormais être oubliée dans le déroulement de la campagne présidentielle.

★

La S.F.I.O. n'aura certes pas un prix de vertu. Le P.C. non plus. Son attitude n'est pas elle non plus exempte de critiques. Il est vrai que dans de très nombreux cas, elle s'est durcie ces dernières semaines. Les exigences du P.C. ont souvent été la cause de l'échec des listes d'union et son « égoïsme » politique, là où il détient les mairies, a toujours empêché les tentatives d'unité.

Ce qu'il faut noter, c'est que cette attitude dictée par le sommet n'a pas toujours été comprise par les militants de la base. Bien sûr, ils s'inclinent. Mais un débat ne manquera pas de s'ouvrir par la suite au sein du P.C.

★

Quelles pourront être les conséquences des élections municipales pour l'élection présidentielle ?

Pour le P.C., l'interprétation de Marseille doit l'amener à préciser sa stratégie : ou présenter un candidat, ou soutenir un candidat autre que Defferre.

Pour la S.F.I.O., ou Defferre est élu et sa candidature est maintenue, mais il faut alors « improviser » une nouvelle forme de soutien dite de gauche, ou Defferre est battu et la S.F.I.O. perd l'initiative. La porte est ouverte à de nouvelles combinaisons :

— substitution à Defferre soit d'un autre socialiste, soit d'un socialiste « élargi », hier soutien de Defferre ;

— désignation d'un candidat du centre apolitique ou radical ;

— désignation d'un candidat vraiment représentatif de la gauche.

Que d'hypothèses, n'est-ce pas ? Mais en politique, prévoir vaut mieux que subir.

★

De toutes manières, en préface à ces nouvelles grandes manœuvres, auxquelles il faut réfléchir dès maintenant si l'on veut être capable d'initiatives avant qu'il ne

soit trop tard, nous tenons au P.S.U. à rappeler notre position.

Nous souhaitons la désignation d'un candidat unique de la gauche qui soit le défenseur d'un programme soutenu par toutes les forces socialistes politiques et syndicales, fixant des objectifs précis et choisis en fonction de la chute du gaullisme.

Ce candidat doit donc très nettement se démarquer du gaullisme, de ses méthodes, de son style et affirmer sa détermination de proposer au pays de nouvelles structures institutionnelles et économiques.

Il ne doit pas jouer le jeu subtil mais inefficace et dangereux du dialogue avec le gaullisme dans la perspective de doser le bon et le mauvais du système, de garder ou d'améliorer telle ou telle mesure institutionnelle.

Il doit faire des propositions politiques non ambiguës de lutte contre le gaullisme.

Par conséquent, son objectif ne doit pas être la recherche du plus grand nombre de voix au centre et dans les milieux antigauillistes dit « démocrates ». Il ne doit céder à aucune compromission électoraliste qui lui imposerait d'« amender » ou de modifier le programme proposé.

Nous le répétons à nouveau : quiconque croit pouvoir vaincre de Gaulle à l'intérieur du système politique actuel et selon les voies et moyens instaurés par lui, commet une grave faute politique.

S'il est homme de gauche et recherche à tout prix des alliances au centre, il dénature ses principes de base sans pour autant avoir la moindre chance de succès, il ne fait qu'affaiblir la gauche.

Par conséquent, la lutte politique doit être conçue en fonction de l'après-gaullisme.

Il faut proposer au peuple français un programme d'action socialiste qui s'oppose fondamentalement au gaullisme du pouvoir et au conservatisme de l'opposition libérale du centre.

Il faut éviter que la gauche soit la caution d'un candidat qui, se recommandant d'elle, serve les intérêts de ses adversaires.

Qu'on y fasse bien attention. Pour ramener vers elle un électorat hésitant, la gauche doit offrir autre chose que des combinaisons d'états-majors, des astuces politiques ou des modifications de statuts de ses vieux partis.

Il lui faut marquer son originalité et défendre des idées plus que des hommes. Il lui faut choisir toutes les occasions pour expliquer ce qu'est le socialisme, et pour opposer au gaullisme autre chose que le vide d'une alliance sans contenu.

Ce qui est en jeu, c'est la société de demain.

Le P.S.U. en a pleinement conscience.

Harris Puisais.

SEINE-BANLIEUE

En liaison avec ses sections locales, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. a examiné la situation des communes de Levallois, Colombes, Créteil et Saint-Maur, en ce qui concerne les perspectives d'unité de la gauche pour les prochaines élections municipales.

Ces communes sont gagnables sur la droite gaulliste et réactionnaire à condition que l'union de toute la gauche puisse y être réalisée. Or le P.S.U. a toujours indiqué les fondements indispensables à cette union :

- un accord ayant des bases politiques ;
- une démocratie interne à la gauche, c'est-à-dire une juste répartition des sièges, tenant compte des forces respectives des partenaires ;
- une co-gestion des forces unies de la gauche en cas de victoire ;
- un élargissement à tous les courants de pensée se réclamant du socialisme.

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. constate que sur le plan des communes de banlieue des obstacles s'opposent toujours à un accord généralisé :

- bases politiques trop réduites et trop fragiles ;
- exclusive du P.C. contre le P.S.U. dans les communes communistes ;
- attitude attentiste ou ambiguë de nombreuses sections de la S.F.I.O. où des situations de « type marseillais » se multiplient ;
- insuffisante compréhension de la part des partenaires du P.S.U. de la nécessité d'élargissement à des forces non engagées politiquement mais

de gauche (syndicalistes, animateurs...);

— refus quasi général de la part du P.C. et de la S.F.I.O. d'étendre l'union, dès le premier tour, aux villes de moins de 30.000 habitants.

Cependant, comme des conditions satisfaisantes semblent réalisées sur ces points, à Levallois, Colombes, Créteil et Saint-Maur, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. autorise, dans un souci unitaire évident, ces sections à signer un accord local avec les sections du P.C.F., de la S.F.I.O. et du parti radical.

Dès maintenant, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. donne la même autorisation à sa section de Clamart, où une coalition doit assurer le maintien d'une municipalité de gauche, et à Boulogne-Billancourt, où elle doit faire face à l'indiscipline de M. Le Gallo, maire sortant, S.F.I.O.

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. espère que les exemples de ces localités permettront de faire évoluer la situation favorablement dans d'autres communes, pour lesquelles elle est également prête à permettre à ses sections de conclure des accords locaux, si les conditions politiques défendues par le P.S.U. y sont respectées.

Elle examinera cette semaine la situation des communes où un accord n'aura pas pu être réalisé, afin d'y « sauvegarder les possibilités d'expression du P.S.U. », ainsi que le déclarait la motion unanime du dernier Comité politique national.

Le 14 février 1965.

★

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. a toujours souhaité que des listes d'unité de la gauche se constituent dès le premier tour, même dans les communes de moins de 30.000 habitants, afin d'accentuer et de généraliser le dynamisme de l'unité qui se réalise, du fait de la nouvelle loi électorale, dans les communes de plus de 30.000 habitants.

Elle a dû constater avec regret que, dans la quasi-totalité des cas, le P.C.F. et la S.F.I.O. se refusaient à cette extension. Dans les communes de moins de 30.000 habitants, le P.C. veut continuer d'appliquer la formule selon laquelle on se compte au premier tour et l'on s'allie au second. La S.F.I.O. préfère maintenir, dans

presque toutes les communes, ses coalitions de 1959 avec les partis du centre et de la droite antigauilliste.

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. se réjouit d'autant plus de la première exception à cette règle, qui vient d'être réalisée à Sceaux, commune de moins de 30.000 habitants, où la gauche se présentera unie dès le premier tour, sous la conduite d'Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U. et ancien maire de Sceaux.

La répartition des sièges est la suivante : 15 candidats choisis par le P.S.U., 8 par les communistes et 4 par la S.F.I.O.

Le 16 février 1965.

★

Dans l'esprit de son communiqué de presse du 14 février, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. donne son autorisation à deux nouvelles sections pour qu'elles signent des accords locaux avec les sections du P.C.F., de la S.F.I.O. et du parti radical.

Il s'agit de la commune d'Antony

et de celle de Maisons-Alfort pour lesquelles les bases politiques de la coalition et la juste répartition des sièges, en fonction des forces politiques, correspondent à la position défendue jusqu'alors par le P.S.U.

Le 16 février 1965.

Répartition des sièges dans les neuf communes où la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. donne son assentiment à un accord local avec le P.C., la S.F.I.O. et le parti radical

- LEVALLOIS. — 37 sièges : 21 P.C.; 9 S.F.I.O.; 5 P.S.U., dont un maire adjoint ; 2 radicaux.
- COLOMBES. — 37 sièges : 21 P.C.; 9 S.F.I.O.; 5 P.S.U., dont un maire adjoint ; 2 radicaux ou personnalités républicaines.
- CRETEIL. — 31 sièges : 19 P.C.; 9 S.F.I.O.; 3 P.S.U., dont un maire adjoint.
- CLAMART. — 33 sièges : 11 P.C.; 17 S.F.I.O.; 5 P.S.U., dont un maire adjoint.
- SAINT-MAUR. — 37 sièges : 21 P.C.; 8 S.F.I.O.; 8 P.S.U., dont un maire adjoint.
- BOULOGNE-BILLANCOURT. — 37 sièges : 15 P.C.; 19 S.F.I.O.; 3 P.S.U., dont un maire adjoint.
- ANTONY. — 33 sièges : 17 P.C.; 8 S.F.I.O.; 6 P.S.U., dont deux adjoints ; 2 personnalités républicaines.
- MAISONS-ALFORT. — 35 sièges : 20 P.C.; 10 S.F.I.O.; 5 P.S.U., dont un maire adjoint.
- SCEAUX (moins de 30.000 habitants). — 27 sièges : 8 candidats choisis par le P.C.; 4 candidats choisis par la S.F.I.O.; 15 candidats choisis par le P.S.U., dont le maire. Liste conduite par Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., ancien maire de Sceaux.

SEINE-ET-OISE

Versailles

Alors que l'union de la gauche paraît difficile dans la plupart des grandes villes, Versailles, 95.000 habitants, actuelle préfecture de Seine-et-Oise et future préfecture du département des Yvelines, a mis sur pied une liste commune PC-SFIO-PSU. Le communiqué annonce que les sections versaillaises présenteront à

chaque tour de scrutin : « une liste regroupant toutes les forces de gauche, en indiquant quels seront le maire et les adjoints, ainsi qu'un programme comportant notamment une politique de construction massive de logements H.L.M., le développement de l'école publique, des réalisations rapides de première urgence dans les

domaines intéressant la jeunesse, le sport, l'enfance et la culture. »

Le communiqué ajoute : « L'électeur choisira ainsi, sans ambiguïté, entre, d'une part, les deux branches d'une même famille réactionnaire que sont l'U.N.R. et les indépendants, et, d'autre part, une politique progressiste, laïque et dynamique qui fera sortir Versailles de son sous-développement social. »

Nour rappelons la situation à Versailles : aux précédentes municipales, au premier tour, la liste conduite par Mignot, député indépendant et maire depuis 1947, obtenait 13.997 voix, le

PC 7.946, l'UNR 7.679, la SFIO 2.626, l'UFD (début de l'union entre le PSA et l'UGS) 2.051.

Au deuxième tour, Mignot était élu avec 21.379 voix contre 10.183 au PC.

Aux législatives (novembre 1962), Mignot perdait son siège de député au profit de l'UNR Clostermann.

Il semble qu'on se trouvera, cette fois-ci à Versailles, en présence d'une élection triangulaire. Compte tenu de la dispersion des voix de droite entre la liste traditionnelle de Mignot et celle de l'UNR, la gauche, dispersée en 1959, unie cette fois-ci, pourrait se trouver en bonne position.

Rueil-Malmaison

Les sections de Rueil-Malmaison du Parti communiste français, du Parti socialiste SFIO et du Parti socialiste unifié (PSU) viennent de signer un accord pour présenter en commun une liste d'union démocratique aux prochaines élections municipales. Cette liste comprendra : 17 candidats communistes, 7 candidats SFIO, 5 candidats PSU et 6 per-

sonnalités choisies en fonction de leur activité au sein des organisations populaires locales. Le maire sera communiste et le premier adjoint SFIO. La répartition des autres postes d'adjoints permettra à toutes les organisations de participer pleinement à une bonne gestion municipale.

Rueil, le 5 février 1965.

RHONE

Le problème du logement à Lyon

Un cartel comprenant onze organisations, dont le P.S.U., s'est formé le 16 décembre pour le relogement de cinq familles algériennes comptant seize enfants. Ces familles occupaient en locataires illégaux un immeuble en instance de démolition sis au numéro 47 de la rue Bellecombe, sans eau ni électricité. Elles y avaient été contraintes, car toutes leurs démarches s'étaient révélées infructueuses : régisseurs, Offices d'H.L.M.

Les pouvoirs publics et municipaux furent alertés par des délégations. Le 26 janvier, les membres des organisations obtenaient un délai de quarante-huit heures de la part du démolisseur. Le 28, ils furent obligés de trouver une solution à ce problème angoissant.

Les familles furent relogées dans un autre immeuble, lui aussi voué à la démolition, mais en bien meilleur état, avec eau et électricité. Au mois de juillet, les « Sans-abri » leur procureront peut-être un logement.

Ce cas particulier a amplement démontré l'inertie et l'incapacité des

pouvoirs publics et municipaux. L'affaire est suivie avec une grande attention et, au cours d'une conférence de presse qui aura lieu dans la première quinzaine de mars, le cartel dénoncera avec force les causes de l'insuffisance de la construction de logements sociaux.

★

GRENOBLE : « L'option socialiste de l'Algérie. »

Le Centre d'Etudes socialistes organise pour le vendredi 26 février une conférence de Claude Estier sur le thème « L'option socialiste de l'Algérie ».

La réunion se tiendra à la Bourse du Travail, à 20 h. 45. Après l'exposé, une large discussion sera ouverte, à laquelle sont invités tous ceux, Algériens ou Français, qui pourraient faire part d'expériences personnelles significatives.

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, la somme de :

NOM : Prénoms :

Adresse :

C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris. Signature :



CUBA SOCIALISTE

UN REPORTAGE EXCLUSIF
DE Harris Puisais

2. - Chroniques de la vie quotidienne

● La vie religieuse

On a beaucoup écrit à ce sujet. Le peuple cubain de par son origine espagnole est très catholique. Comme toujours, l'ignorance a été savamment exploitée par le clergé cubain de formation espagnole et, depuis 1936, d'exportation franquiste.

Mais on ne peut en ce pays utiliser les mêmes procédés antireligieux que ceux pratiqués en U.R.S.S... et du reste complètement inutiles puisqu'ils n'empêchent rien. Alors, quelques églises ont été fermées, de nombreux prêtres ont choisi la fuite... mais le nonce apostolique reçoit beaucoup et les offices du dimanche se déroulent normalement. La liberté du culte est respectée. Bien sûr, c'est sans doute parmi les fidèles que l'on peut deviner le plus d'esprit « contre-révolutionnaire ». Mais le gouvernement semble penser que la liberté vaut mieux que la clandestinité.

J'ai donc visité en un dimanche matin trois ou quatre églises et j'ai rapporté la petite feuille intitulée : « Vie chrétienne » et distribuée à l'entrée des églises. Celle du 10 janvier, numéro 103, rappelait à ses lecteurs : « 60 % des travailleurs européens sont catholiques. C'est ce qui résulte d'une étude sociologique réalisée en France. 20 % sont protestants et le reste n'a aucune religion. »

Autrement dit, continuez à être catholiques, ce qui est rare ce sont les agnostiques.

On lit aussi : « 72 % des catholiques des Etats-Unis assistent à la messe tous les dimanches et 45 % reçoivent la communion. 66 % se confessent au moins deux fois par année. »

Conclusion : quel beau pays ! Cette semaine-là, le thème liturgique était celui de la « Famille sacrée » qui vantait le sacrifice de quelques-uns pour les autres et opposait l'esprit de famille au fait collectif !

Au fait, c'est le seul journal de Cuba où on ne parle pas de Fidel Castro !...

● Slogans et photos

Un pays socialiste sans slogans, ça n'existe pas. C'est comme un pays capitaliste sans publicité !

Je n'aime guère les pancartes, panneaux et affiches qui sentent un peu trop la propagande et j'ai toujours été gêné par leur grand nombre et leur insistance à marteler les mots d'ordre.

Cuba n'échappe donc pas à la règle et glorifie largement ses thèmes politiques pour une mobilisation populaire.

Que ce soit pour la « Zafra » (récolte de la canne à sucre), qui est l'événement numéro 1 chaque année ; pour la « Bataille du 6^e degré scolaire », pour l'« Année de l'économie » ou pour rappeler que « Cuba territo-



La vie à Cuba : mille petits détails.

rio libre de América » et que « Patria o muerte. Venceremos » (la Patrie ou la mort, nous vaincrons), La Havane et les autres villes de Cuba, les bords de route également, font éclater leurs néons et imposent leurs pancartes.

A La Havane, en cette veille de sixième anniversaire de la révolution, Castro n'était plus seul sur ces immenses affiches, il y voisinait avec Karl Marx et Lénine. Fidel est du reste en photo presque partout, dans les ministères, les administrations, les magasins... et chez beaucoup de particuliers. On sent bien que c'est plus par tendresse que par obligation. Mais, tout compte fait, je ne suis pas très partisan de cette méthode de propagande.

Certes, l'éducation didactique est en faveur à Cuba et les discours de Castro basés sur ce style d'éducation qui s'appuie sur l'audio-visuel.

Je ne sais pas si tout cela permet d'obtenir de bons résultats, mais on recrée ainsi l'atmosphère chère au Moscou d'il y a vingt ans et au Pékin actuel.

Mettez-vous bien ça dans la tête ! en somme. Heureusement, à Cuba, tout est souple et le clin d'œil vous ramène à la réalité.

● Le sport

Le sport national c'est le base-ball, sport américain numéro 1. Il y avait bien du monde ce dimanche sur le stade vert épinard et la télévision tout l'après-midi retransmettait le match. Mais je n'ai pas compris grand-chose ! Il y avait plus de passion dans les tribunes que sur le terrain. Et la distraction était plus grande de voir circuler vendeurs de café, de coca, de gateaux...

On joue également au football. Le cyclisme est populaire et le Tour de Cuba se déroule en ce moment. Le tennis est encore « réservé » aux fils des joueurs d'antan. On aime les échecs et les dames et on y joue dans tous les jardins publics. Quant à l'athlétisme, il est pratiqué sur tous les stades et le sprinter Figuerola, finaliste aux Jeux Olympiques de Tokyo, est un héros.

● Les transports

Cuba, dans moins de trois ans, n'aura plus une voiture... si une solution n'est pas apportée à ce problème. Les voitures américaines laissées par les « émigrants » ont été récupérées par les services publics, mais, actuellement, il en faut déshabiller trois pour en faire rouler une, et encore ! Je verrai toujours le cosmonaute Khomarov en panne sur le bas-côté de la route attendant le chauffeur parti avec une autre voiture pour « emprunter » une courroie de ventilateur à une nouvelle voiture.

Prendre un taxi, c'est prendre le risque de partir sans avoir de chance d'arriver. Tôle enfoncée, peinture bariolée, moteur hésitant, suspension crierde, les automobiles roulent... et consomment de l'essence. Trop d'essence sans doute pour Cuba qui en importe. Et je pense que Renault ferait bien de proposer ses services à Cuba. C'est le moment !

Les bus (les neufs sont anglais) sont confortables et rapides. La circulation dans les rues est facile. Ce n'est pas encore, heureusement, le temps des encombrements.

● La milice

Le service de la « Milice » est ouvert aux volontaires qui, par période de deux heures, montent la garde à leur lieu de travail. Les femmes aiment la tenue seyante et collante, la chemise bleue serrée à la taille et, bien que ce soit interdit, s'habillent le matin... pour le service de 18 heures.

Fusil à l'épaule, la milicienne veille, assise ou debout, décontractée mais coquette ; le milicien bavard ou lit. Aucune rigueur dans leur attitude. Je revois le factionnaire de la ferme près de Santiago d'où partirent Fidel et ses compagnons à l'assaut de la caserne Moncada : le fusil sur les ge-

noux et le transistor à ses pieds, il attendait, assis et souriant, les visiteurs.

Cette milice a l'immense avantage de se substituer aux policiers. On voit très peu de police à Cuba. Quelques-uns en moto ou en voiture. Et c'est tout. La circulation se règle par les feux. Il n'y a pas de contractuels... et la discipline se fait d'elle-même. Bien



Une tenue seyante et... collante.

sûr, il y a une police de surveillance pour déjouer l'action des contre-révolutionnaires, mais elle est discrète et un observateur « diplomatique » nous a assuré : « Ce qui est certain, c'est qu'on ne torture pas... » Beaucoup de pays ne peuvent en dire autant !

● La presse

Il y a trois journaux quotidiens : — *Hoy* : journal du Parti (ancien journal communiste) ; — *Révolution* : journal du Mouvement du 26 juillet ; — *El Mundo* : journal moins lié aux sphères gouvernementales, plutôt lu par les classes libérales.

Le plus lu à Cuba est certainement *Hoy*. Personnellement, je préfère *Révolution*.

El Mundo est également le seul journal à publier les avis mortuaires et les petites annonces. Ce que refusent les autres journaux. Pourtant, à travers ces annonces, on voit mieux la vie quotidienne. Voici quelques rubriques relevées dans le journal *El Mundo* : ventes de maisons, de terrains à construire, d'automobiles, de bicyclettes, de motocyclettes, de meubles, d'ustensiles ménagers, d'animaux domestiques, d'instruments de musique, de vêtements, échanges d'appartements, offres d'emploi pour femmes de ménage, jardiniers. Les avocats et les notaires proposent des « divorces à bon marché » et les détectives privés des « investigations avec technique moderne ». Les professeurs offrent des cours à domicile, les plombiers, électriciens, peintres, réparateurs de radio ou de frigidaires donnent leur numéro de téléphone.

Une page entière du journal donne ainsi chaque jour une idée exacte de ce qu'est la bourse des « Petits problèmes ».

Il y a des revues hebdomadaires la plus lue se nomme *Behemia* ; l'armée a également la sienne. La plus jolie étant *Cuba*, la mieux faite aussi.

Dans les bibliothèques, la presse politique est abondante, venant surtout d'U.R.S.S. Il y a peu de livres français — traduits —, le dernier en date est de Marcel Proust avec *Du côté de chez Swann* ; avant lui, c'était Kanappa et Garaudy !...

● Les Français à Cuba

Il y en a quelques-uns venus là, à l'aventure, parce que le marxisme avait droit de cité. Avant ils étaient à Paris, à Alger ou au Maroc ; quelques-uns sont venus avec le groupe communiste « Clarté » et ils sont restés ou ils sont revenus.

Sans grande spécialité, ils sont devenus professeurs ou « économistes ». Intellectuels de gauche, ils sont avides de folklore et essaient de trouver un Saint-Germain-des-Prés où ils pourront à leur aise vaqué sur l'avenir. Il m'a bien semblé qu'ils préféraient La Havane à la Sierra et le week-end à la « Zafra ». Mais ils sont sympathiques et peut-être auront-ils retenu... à leur retour en France. Certains, membres du P.C., sont en « mission » et leur air sérieux traduit bien leur anxiété. Ce pays socialiste leur échappe un peu trop... Nous en reparlerons.

En ce qui concerne la « diplomatie française », elle ne dépare pas la « carrière ». A son aise dans les salons ou les réceptions officielles, épaulée dans les conversations de cocktail ou les mondantés, elle reste loin des réalités cubaines. Je n'ai point vu ces messieurs de l'ambassade... Pensez donc, un membre de l'opposition à Sa Majesté gaulliste !... Il eût fallu, comme mon ami communiste Fernand Grenier, que je me fasse accompagner de trois U.N.R. pour avoir droit à la condescendance de M. l'ambassadeur Négrier... je n'y avais point songé ! Mais par contre, il n'y a pas de livres français, ni de brochures, ni de revues dans les universités. Certes, on va présenter les films « nouvelle vague » et discuter avec les intellectuels cubains... mais on ne s'occupe pas de l'aide qui pourrait être apportée aux multiples écoles sans crayons ni cahiers. On suit la politique mais on ne cherche guère à la précéder, à la comprendre, à l'aider. Et puis quel regret pour ces diplomates français que de voir le gouvernement cubain inviter ces mécréants communistes ou socialistes. A la rigueur, on veut bien recevoir un journaliste du *Monde*. C'est une relation, pas une mésalliance. Disons à ces Messieurs que la vie tourne... plus vite qu'ils ne le croient et que nous aurons un jour l'occasion de nous souvenir. Le plus illustre des Français à Cuba, c'est le professeur Voisin, agronome décédé huit jours après sa venue dans l'île. Les journaux font paraître ses cours sur les fertilisants du sol. Il a eu droit à des obsèques nationales. Lui, presque inconnu en France et, m'a-t-on dit, discuté, est mort heureux de voir son travail honoré. Nous ne le connaissons pas. Peu en France le connaissent. Mais y a quelque chose de touchant dans cette reconnaissance des Cubains. Et je crois bien que les travaux de notre compatriote seront bénéfiques à l'agriculture cubaine. Avec nos amis français, nous sommes allés le saluer au cimetière, à la fois confus et amicaux.

● En conclusion

Il y aurait encore beaucoup à dire pour comprendre le peuple cubain à travers mille petits détails de sa vie quotidienne.

Les cirqueurs de chaussures, les vendeurs de jus de fruit, les vendeurs de billets de loterie, les vendeurs de sandwiches ajoutent aux cris de la rue. Les filles, boursières de l'enseignement, avec leur jupe verte et leurs chaussettes mi-bas. Les premières motocyclettes tchèques que font pétrarader de jeunes garçons ou des militaires en mission, ces nombreux militaires que l'on rencontre souvent et qui rappellent que la vigilance est la meilleure garantie de cette œuvre de paix que réalise chaque matin l'ensemble du peuple cubain.

Tout est vie. Tout est enthousiasme. Tout est soleil. Tout semble plus facile.

La semaine prochaine :

- la vie politique à Cuba ;
- les discours de Castro ;
- une journée dans une école d'instruction révolutionnaire du P.U.R.S.C.

LES TROIS VIETNAMIS

(Suite de la première page.)

que ce terme fut consacré par le succès. Le Nord légua au Sud l'exemple de la guerre populaire appuyée sur la guérilla et l'organisation politique. Le Sud, sous la conduite des Américains, s'efforça de mettre sur pied une armée nationale lourde et moderne en dédaignant d'apporter aux populations la solution des problèmes qui les submergeaient. Dans cette situation où les problèmes politiques et économiques s'aggravaient tout au long des années, la révolte des Vietcongs ne pouvait que gagner en profondeur et en solidité et la guérilla acquérir de jour en jour plus de force et d'audace pour aujourd'hui mettre en péril l'avenir politique du Sud-Vietnam comme base avancée des Américains dans le Sud-Est asiatique.

Bien entendu, cette lente opération de désagrégation du Sud ne s'est pas faite sans le soutien au moins moral du Nord et les conseils éclairés des Chinois.

Ayant été ainsi placés face à face avec les contradictions de leur propre système, il reste aux Américains deux solutions : partir, ce qui ne manquerait pas de conséquences en Asie et ailleurs ; rester, mais placer à leur tour les Chinois dans une position militaire et diplomatique si inconfortable qu'une négociation à deux ou à trois (U.S.A., Chine, U.R.S.S.) deviendrait inévitable. Nous assistons présentement, par le jeu de l'escalade, à cette menace de conduire par étape la Chine à une intervention qui, à un moment ou l'autre, conduirait à l'enchère atomique.

Un choix impossible

Mais dans ce jeu qui ne peut se faire qu'à deux, l'Union soviétique vient d'apparaître, qui n'a aucun intérêt à basculer dans un camp plutôt que dans l'autre. L'U.R.S.S., comme les U.S.A., sait qu'en période d'expansion d'armement nucléaire, il ne peut y avoir de vainqueur militaire. La Chine, nouvelle venue dans ce jeu, si elle était confrontée avec le quitte ou double qu'on a connu à Cuba, mettrait à rude épreuve sa fameuse doctrine sur le peu d'importance d'un cataclysme nucléaire — et dans ce cas l'U.R.S.S. ne tiendrait pas à démontrer que le pacte d'assistance signé à Moscou en février 1950 n'est plus adapté à l'ère nucléaire. Par ailleurs, les Américains ne tiennent probablement pas à ce que l'U.R.S.S. soit mise dans la position ou de perdre la face vis-à-vis de Pékin ou de se battre. Dans cette situation, il est possible que l'U.R.S.S., choisissant la solidarité au camp socialiste, oblige les U.S.A. au choix impossible de reculer ou de déclencher la guerre atomique.

Ces règles étant connues de tous, peut-être M. Kossyguine en a-t-il précisé quelques points à Pékin lors de son dernier passage, les Trois en sont peut-être à la recherche d'un médiateur. La France ? L'Angleterre, l'Union soviétique elle-même ?

Les termes du compromis doivent être trouvés dans une neutralisation de la presqu'île indochinoise. Il y a peu encore, le Vietnam ne voulait pas souscrire à cette solution, avançant comme argument que le Nord n'était nullement impliqué dans le conflit au contraire du Sud qui y était plongé. La neutralisation ne pouvait donc s'étendre au-delà du 17^e parallèle. Dans l'escalade actuellement essayée par les Américains, il y a aussi ce souci, dans la perspective d'une négociation, de ne pas exclure le Nord de cette neutralisation.

Quoi qu'il arrive de cette rude partie, on peut admirer la désinvolture des grandes puissances qui risquent la vie d'une planète à la roulette de leurs intérêts. De même, on veut espérer que la leçon de ce Vietnam à la recherche de son indépendance et de la paix depuis vingt ans, champ de bataille successif du colonialisme, de la guerre froide, de l'antagonisme sino-américain, ne sera pas perdu pour tout le monde.

Quand aura-t-on fini, pour le triomphe de ceci ou de cela, de se battre jusqu'au dernier Vietnamien, voire jusqu'au dernier Congolais ?

P.-A. Maurienne.

VIETNAM : un plan de



(Photo A.D.P.)

20 ANNÉES DE GU

D'une défaite militaire à une déf

Ainsi donc les Américains ont posé le pied sur un nouveau barreau de l'échelle. La tactique dite de l'escalade leur a fait au cours de la semaine dernière bombardier par trois fois le Nord-Vietnam. De nouveau le monde a senti passer le vent de la violence et de la guerre.

Depuis vingt ans que le malheureux peuple indochinois est engagé dans la lutte que se livrent deux camps et deux idéologies opposées, il est vrai que nous commençons à avoir l'habitude de recevoir de mauvaises nouvelles de cette partie du monde.

Vingt ans, c'est l'âge où l'on devient adulte, c'est l'espoir d'une génération et pourtant les paysans, les « nhaqués » comme l'on disait au temps du corps expéditionnaire, n'ont connu en vingt ans que le son des bombes tombant du ciel, le cri des soldats, amis ou ennemis, troublant la nuit, ou bien le grelottement sinistre des mitrailleuses, vingt ans de guerre civile, atroce, opposant des hommes de même race, même pays, même village.

Le bilan de ces vingt années de guerre, il est là sous les yeux du monde, à la première page des journaux. Un pays exsangue, déchiré, n'en pouvant plus et dont les cris de paix se perdent dans le fracas des canons et des déclarations guerrières. Vingt ans de combats dans la boue et deux guerres, deux épisodes distincts qui ont trop de points communs pour qu'on ne les compare pas.

De toute façon, ces deux histoires-là sont des défaites pour ce qu'on appelle le camp occidental, défaites de la machine, des corps d'armée formés dans les plus belles traditions militaires, défaites et débâcles face à la guenille, aux combattants des rizières, aux bicyclettes

Peugeot transportant 300 kg de riz sur deux mille kilomètres ; débâcle de nos notions d'hommes occidentaux bien nourris faisant deux repas par jour et tombant là en plein enfer, victimes des petits hommes jaunes qui, eux, savent encore se battre et mourir pour autre chose que la retraite et la maison de campagne.

Stupeur des états-majors français à Dien-Bien-Phu ! La défaite impensable on la touche du doigt et pourtant en 1945 cette armée française, qu'on envoyait encore toute chaude des combats de libération du territoire, n'envisageait pas une pareille fin. C'était une petite opération de police pour le corps expéditionnaire, des solides gaillards qui en avaient vu d'autres à El Alamein ou Monte-Cassino.

Une petite opération pour mater ces Indochinois déboussolés par les « Japs » et puis après Hanoï, Saïgon, les nuits chaudes, les femmes aux jupes fendues, le plaisir, presque un voyage touristique. Las ! La surprise fut rude et brutale. Une surprise qui dura neuf ans, qu'on essayait de cacher derrière les communiqués rassurants ou triomphants, les pièges de la jungle, les embuscades plus meurtrières de jour en jour, les tiges de bambou acérées qu'on s'enfonçaient dans les pieds, les grenades piégées qui vous éclataient au visage, la mort enfin qu'on rencontrait à chaque détour du chemin.

La route fut longue qui conduisit à l'indépendance du Nord-Vietnam et au triomphe du vieil homme tenace que périodiquement on disait mourant de tuberculose, et qui pourtant regardait encore ses ennemis américains de la même manière qu'il vit partir les troupes françaises de Hanoï. Un regard de tigre.

La première guerre d'Indochine se termina là. Après le coup de massue de Dien-Bien-Phu, lassé de voir ses régiments s'enfoncer en silence dans la jungle et n'en pas revenir, ne tenant plus que des postes isolés ou des points stratégiques inutiles, l'armée française capitula, laissant au gouvernement sud-vietnamien, témoin dérisoire des efforts politiques de gouverneurs de sous-préfecture, le soin de régner sur la Cochinchine que l'on disait bastion infranchissable aux idées communistes.

Vinrent alors les Américains qui parlaient de liberté et distribuaient des dollars. Vint aussi M. Diem, installé par Washington, payé par Washington, qui tyrannisa, tuait, avec une telle ardeur qu'il permit au Vietcong embryonnaire de grossir avec rapidité, tous les paysans malheureux ou transplantés venant rejoindre le maquis.

La suite, qui ne la connaît ? Mort de Diem, aide américaine accrue à des généraux d'opérette, qui dépendaient les dollars sans vergogne, décomposition, mort lente, enlèvement.

L'histoire serait presque la même que du temps des Français si pourtant quelques détails ne changeaient tout. La défaite française fut militaire, sans recours ; elle fut presque accueillie avec soulagement par un pays qui, sortant lui-même de la grande guerre, ne pouvait plus se permettre cette dépense, ce gâchis, cette folie.

La défaite américaine, au contraire, est plus morale que physique. Que sont les quelques centaines de conseillers américains morts au Sud-Vietnam, comparés à l'anéantissement presque total de notre corps expéditionnaire ?

Que représente pour le colosse

Paix pour le Sud-Est asiatique

TOUT homme sensé, dans le monde, est convaincu qu'au point où elle en est, la guerre du Sud-Vietnam ne peut plus être réglée que par la négociation.

Ceux qui, à Washington ou Pékin, parlent de guerre totale, sont des fous ou des menteurs ; il ne faut pas, évidemment, sous-estimer l'influence des militaires du Pentagone ou d'ailleurs, le danger de guerre s'étendant, existe, il est sérieux, mais la pondération et le sens des responsabilités finiront bien par triompher un jour. L'impasse militaire est si évidente que l'on ne peut en sortir que par la guerre totale ou la négociation.

Beaucoup d'hommes politiques, dans le monde, parlent de négociations ou de neutralisation du Sud-Vietnam, mais ces mots, pour la plupart d'entre eux, ne sont que des vœux pieux ou des souhaits platoniques.

Le général de Gaulle lui-même a parlé en termes vagues de neutralisation ou de réunion des participants de la conférence de Genève qui, en 1954, signèrent le cessez-le-feu, sans proposer vraiment de plan de paix.

Notre camarade Pierre Mendès-France, qui dirige le *Courrier de la République*, vient de proposer un plan de paix dont l'originalité réside dans le fait qu'il tend à régler non seulement le problème vietna-

mien mais aussi l'ensemble du Sud-Est asiatique.

Ce plan, conçu à long terme, n'indique évidemment pas les moyens d'amorcer le dialogue entre Américains et Chinois ; il semble que la réunion de la conférence de Genève serait un excellent moyen de faire se rencontrer ces deux grands interlocuteurs.

Nous relevons dans ce plan les développements suivants :

Si chacun des deux antagonistes pouvait être assuré que le Sud-Est asiatique, considéré dans son ensemble,

et tous leurs problèmes politiques, économiques, parfois religieux, en sont altérés, aggravés et vicieux.

Une proposition généreuse et désintéressée, qui leur ferait entrevoir une ère nouvelle au cours de laquelle la tranquillité et la paix leur seraient rendues, recueillerait chez eux un tel retentissement que la situation serait transformée et comme bouleversée tout d'un coup. Leur offrir un accord général de paix qui mettrait un terme aux intrusions étrangères (ou les atténuerait dans une large mesure) et qui serait garanti solennellement, d'une part par l'Inde, le Japon et l'Australie, d'autre part par la Chine et les Etats-Unis ; interdire dans cet espace les bases étrangères et les armements atomiques ; limiter aux besoins du maintien de l'ordre les forces armées nationales ; organiser, sous l'égide des Nations Unies, le contrôle des engagements pris, tels seraient les principes acceptables pour tous de la pacification.

Ces principes seraient-ils respectés par les parties en présence ? Pour répondre à cette question, il faut examiner les avantages qu'elles y trouveraient.

Pour les Chinois, le bénéfice principal de la situation nouvellement créée résiderait dans le fait que leur sécurité serait désormais assurée au sud où, à tort ou à raison, ils craignent les menées américaines. Désormais, ils n'auraient à redouter aucune action militaire hostile à partir du continent. Bénéfice si important qu'ils auraient tout intérêt à maintenir l'équilibre ainsi établi. Il y a eu, dans ce sens, une expérience dont on n'a pas assez tiré la leçon. En 1954, une situation de ce type a été créée au Laos et au Cambodge. Elle a été respectée dans des conditions satisfaisantes de 1954 à 1960 et l'on est en droit de dire que

ce ne sont pas les Chinois qui l'ont troublée les premiers. On peut donc penser qu'ils ne violeraient pas la neutralité du Sud-Est asiatique si celle-ci résultait d'un arrangement global négocié et convenu avec eux.

Quant aux Etats-Unis, le statut proposé leur apporterait la stabilisation d'une partie du monde dont l'effervescence et le déséquilibre actuels les inquiètent profondément. Au fond, c'est cette stabilisation qu'ils souhaitent et c'est pourquoi l'arrangement suggéré devrait leur convenir.

Il faut souligner que cette politique, résumée à grands traits, n'aurait aucune chance de succès si elle n'était pas accompagnée d'importantes dispositions d'ordre économique ; la pacification, la détente doivent aussi être fondées sur l'atténuation des misères, de la faim et des souffrances, sur une croissance organisée et d'ailleurs rendue plus facile par la réduction des dépenses militaires et par une coopération organisée des peuples et des gouvernements.

L'utilisation plus satisfaisante de leurs ressources naturelles et humaines nécessitera une sorte de planification collective dont les principes ont déjà été étudiés par la commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (organe spécialisé des Nations Unies). Des accords entre les pays d'Asie producteurs de matières premières et les nations industrielles importatrices doivent permettre de mettre un terme à des concurrences anarchiques et à des désordres économiques injustifiables.

Un tel plan n'a pas la prétention de régler tous les problèmes, il n'essaye que des grands traits, mais il constitue certainement le document le plus utile pour régler ce douloureux problème du Sud-Est asiatique.



(Photo Keystone.)

HO CHI MINH
une longue lutte.

ble, ne servira pas de terrain de départ à des actions dirigées contre lui, une solution deviendrait possible.

Ainsi l'idée de neutralisation, qui n'a guère de portée si elle est limitée à un petit territoire, la guerre se poursuivant partout ailleurs, devient valable, au contraire, si elle peut être étendue à ce vaste triangle qui va du Japon à l'Inde et à l'Australie et qui est, au fond, le théâtre d'un même drame. Tous les peuples qui vivent dans cet immense espace (trois quarts de milliard d'hommes) ont été déchirés par des guerres mondiales, des guerres locales, des guerres civiles, au cours desquelles ils ont subi toutes sortes de souffrances, d'oppressions et de cruautés.

Ils sont en proie à la misère et à la faim (croissante dans plusieurs régions puisque le nombre des bouches à nourrir augmente plus vite que les ressources alimentaires). Ils se trouvent, bon gré mal gré, impliqués dans cette colossale rivalité qui oppose la Chine et les Etats-Unis,

LES ETUDIANTS DU P.S.U. MANIFESTENT POUR LA PAIX AU VIETNAM



(Photo AGIP.)

Vendredi 12 février, à 18 h. 45, au métro Chaussée-d'Antin, à Paris, à l'appel de l'Union des Etudiants Communistes et des Etudiants du P.S.U., un millier d'étudiants sont descendus dans la rue pour manifester la réprobation du Quartier Latin devant l'agression militaire caractérisée des Etats-Unis contre le Nord-Vietnam et pour réclamer la paix et la liberté pour le peuple vietnamien dans le respect des accords de Genève, et la fin des entreprises impérialistes américaines. Ils ont apporté ainsi la solidarité des étudiants français à la lutte du F.N.L.

La manifestation étudiante rejoignait après un quart d'heure le cortège des Jeunesses Communistes puis reprenait son défilé, après une sévère charge de police, de l'Opéra à la Trinité et au carrefour Châteaudun. Ainsi, pendant plus d'une heure, malgré les forces de police importantes, plus de 5.000 manifestants, ouvriers, jeunes et étudiants ont montré leur détermination de lutter contre la guerre impérialiste au Sud-Vietnam.

M. Joch.

ESPAGNE FRANQUISTE

Un lieutenant de Julian Grimau risque la peine de mort

Ancien chef de la 36^e brigade de l'armée antifranquiste, Justo Lopez de la Fuente, âgé de 60 ans, purge actuellement une peine de dix-huit ans de prison pour appartenance à une organisation communiste. Il risque de se voir condamner à la peine de mort dans le procès que lui intente le tribunal militaire de Madrid pour ses activités pendant la guerre civile.

L'extrême gravité de cette nouvelle n'échappera à personne : Justo Lopez est accusé de « rébellion militaire continue », accusation semblable à celle qui avait amené la condamnation à mort et l'exécution de Julian Grimau en 1963.

Justo Lopez de la Fuente avait comparu le 2 décembre 1964 devant le tribunal d'ordre public de Madrid avec José Sandoval et de nombreux autres militants antifranquistes.

A la question du procureur : « Etiez-vous commandant dans l'armée rouge ? » Justo Lopez avait répondu : « Si par cette question le procureur veut savoir si j'étais commandant dans l'armée de la République, je dis oui. J'étais chef de la 36^e brigade de l'armée de la République. »

Justo Lopez avait expliqué qu'il était membre du Parti communiste d'Espagne, qu'il avait combattu pendant la guerre comme chef militaire et que, sur ordre de ses supérieurs, il avait conduit son unité de l'autre côté de la frontière lorsque le front de Catalogne avait cédé. De France, Justo Lopez est allé en U.R.S.S. où il prit part à la lutte contre le fascisme hitlérien. Plus tard, il a sollicité son rapatriement pour être aux côtés des travailleurs espagnols dans leur combat pour une vie meilleure.

Ce vétéran de la lutte antifasciste

est aujourd'hui menacé de mort : comme ce fut le cas pour Julian Grimau, on prête à l'accusation l'intention de constituer un dossier sur de prétendus « crimes » remontant à la période de la guerre civile.

La protestation de l'opinion antifasciste française doit être immédiate. Il faut empêcher qu'un nouvel assassinat ait lieu à Madrid.

Le P.S.U. appelle ses militants et ses sympathisants à organiser partout une vigoureuse campagne de protestation destinée à arracher aux bourreaux cette nouvelle victime de la terreur franquiste.

Appel de la femme de Justo Lopez

Avec l'inquiétude que vous pouvez deviner, j'ai appris hier par la presse les dangers qui menacent mon mari Justo Lopez de la Fuente. Il est détenu à la prison de Carabanchel, condamné récemment à vingt-trois années de prison. Et voici qu'on veut le faire comparaître à nouveau devant un tribunal militaire, d'après ce que j'apprends, pour des faits vieux de vingt-huit ou vingt-neuf ans qui remonteraient à l'époque de la guerre d'Espagne. Son avocat vient de m'écrire et me dit que l'affaire est très grave.

Je ne sais ce qu'on va aller chercher contre mon mari, ce que je sais c'est qu'il est bon et généreux, qu'il n'a jamais rien fait de mal contre l'humanité, car bien au contraire, il a consacré toute sa vie au service de l'humanité, à la cause de la liberté.



Justo Lopez de la Fuente.

Il m'a toujours fait part de son idéal, il en parlait à nos enfants, à nos petits-enfants. Et maintenant c'est pour cela, pour sa vie consacrée jusqu'au sacrifice à son idéal, que l'on veut le condamner à mort.

Je ne devrais pas avoir peur, mais je vis dans le souvenir tourmenté de ce qui est arrivé à Julian Grimau, et je ne peux pas ne pas avoir présent à l'esprit le visage éprouvé de la femme de Julian.

Je demande à tous les hommes de bonne volonté, et plus encore aux femmes, aux mères, de ne pas abandonner mon mari en un tel moment. Aujourd'hui même, mon mari m'a écrit me confirmant le danger qui pèse sur lui et dont la presse fait état.

En ce moment d'angoisse que je vis, je vous prie d'intervenir, d'apporter votre aide.

Maria LOPEZ.

CULTURE

Le français, langue de lettre de change...

La mégalomanie qui est de rigueur sous la V^e République, a incité le directeur des affaires culturelles du quai d'Orsay à faire des déclarations pour le moins excessives sur l'action culturelle de la France à l'étranger.

« Actuellement, dit-il, le français est devenu la langue maternelle, la langue d'usage, la langue de promotion pour 150 millions d'hommes. »

M. Basdevant s'est limité à ne présenter que le bon côté des choses. Sans doute est-il plus intéressé par la propagande en faveur d'un régime que par les problèmes d'une authentique diffusion culturelle.

Impérialisme et révolution

Il est exact que la fin de la guerre d'Algérie et un certain nombre d'aspects positifs de la politique du général de Gaulle à l'égard du tiers monde ont rappelé aux pays sous-développés qui tendaient à l'oublier que la France n'était pas seulement la nation qui avait produit Massus, Salan, Charbonnier et autres traîneurs de sabre, mais aussi la patrie de Stendhal, Jaurès, Blum, Sartre, etc.

« Les U.S.A. et l'Angleterre, me disait un jour un camarade africain, c'est surtout l'expression de l'impérialisme. La France aussi c'est l'impérialisme, mais pas seulement l'impérialisme, c'est également une langue porteuse de l'une des plus riches traditions culturelles, progressistes et révolutionnaires dont toute l'humanité peut faire son profit. »

Culture et percepteur

Le distingué directeur du quai d'Orsay ne s'est pas, pour sa part, embarqué dans ses déclarations de tant de nuances. Mais il y a plus grave.

M. Basdevant a négligé de dire que dans un certain nombre de pays le français n'était pas diffusé comme une langue de culture mais comme la langue des percepteurs, des policiers et des circulaires administratives.

Les vingt-deux pays qui, selon les déclarations de ce haut fonctionnaire, ont fait du français leur langue officielle sont, pour les deux tiers, des

pays de l'Ouest africain (1). Le français y est le langage d'une bourgeoisie marchande et d'une administration minoritaires, qui, par ailleurs, se trouvent de plus en plus coupées du reste des populations en raison d'un écart scandaleux de niveaux de vie qui ne cessent de s'accroître.

L'énorme majorité de ces peuples qu'on dit francophones continue à parler le dialecte de ses pères et semble avoir de moins en moins l'intention de l'abandonner. Sans doute un effort de scolarisation remarquable leur permet-il d'accéder à notre langue, mais ils oublient vite celle-ci n'en ayant pas l'usage dans leur famille ni dans la vie villageoise.

Rien de plus normal d'ailleurs. C'est dans sa langue maternelle qu'un homme développe au maximum son intelligence et sa sensibilité et qu'un peuple réussit vraiment à exister en tant que peuple. Il paraît en ce moment, dans toute l'Afrique, un certain nombre d'articles, d'études et d'ouvrages sur cette question.

La France pourrait jouer un rôle authentiquement culturel en aidant à l'enseignement de ces langues autochtones, le français étant seulement dispensé aux éléments les mieux doués, les autres découvrant nos meilleurs auteurs à travers des traductions.

Telle n'est pas la politique actuelle. Dans nombre de pays africains, le français est surtout la langue des lettres de change, voire des lettres de cachet. Il a dangereusement lié son sort aux éphémères régimes actuellement au pouvoir. Tout cela ne permet guère de partager l'optimisme officiel sur notre rayonnement culturel à travers le monde.

Jacques Vivien.

(1) Actuellement, quelques pays africains dits francophones s'efforcent de développer l'enseignement des langues autochtones parlées par les masses. Ce sont, comme par hasard, les pays dotés de régimes à caractère progressiste. En Afrique anglaise, la situation a beaucoup plus rapidement évolué. Il existe en Tanganyika une presse en langue swahili. C'est l'un des aspects positifs du colonialisme anglais qui fut, par ailleurs, largement aussi féroce que le nôtre.

Découpez en suivant le pointillé et...

venez dans

« votre magasin de sport »

SPORT SERVICE

6, avenue du Maine - Paris-14^e

10 % sur les survêtements

15 % sur les skis et les bâtons

20 % sur les chaussures et les bottes

25 % sur les anoraks et les fuseaux

30 % sur les maillots de bain.

GRANDE BRADERIE

JUSQU'AU 28 FÉVRIER 1965

ALABAMA

Martin Luther King : une négation du racisme même noir

LES « Prix Nobel de la Paix » en prison : voilà l'une des marques les plus honteuses et bien caractéristiques de notre époque.

Albert Luthuli y a passé des années. Il brave les lois de sa patrie, l'Afrique du Sud — lois établies par une minorité (blanche) pour priver la majorité (noire), non seulement des droits civiques, mais de libertés aussi élémentaires que le droit de circuler ou de résider à son gré.

Martin Luther King sort de prison pour la nième fois. Il y a fait des séjours successifs, pour avoir défendu ce qui tend à devenir la loi de son pays, les Etats-Unis — une loi qui est combattue de toutes les manières possibles — y compris le meurtre impuni — par le racisme blanc.

Selma : majorité noire

Le pasteur King a donc passé cinq jours de plus en prison à Selma, dans l'Alabama. Dans le district de Selma, les Noirs constituent la majorité de



(Photo Keystone.)

Martin Luther King : sorti de prison pour la nième fois.

la population. Ils sont 15.115 en âge de voter, contre 14.400 Blancs. Mais 9.543 Blancs étaient inscrits sur les listes électorales pour le scrutin de novembre dernier, contre 335 Noirs seulement.

L'action entreprise par le pasteur King ne visait à rien d'autre qu'à obtenir des autorités locales qu'elles ouvrent leurs registres électoraux à l'inscription des Noirs. Le moyen : des manifestations de masse devant le bureau d'enregistrement.

Or ce bureau — qui n'est ouvert que deux jours par mois, au gré des autorités — est situé au siège même du tribunal local. En conséquence, le juge condamne les manifestants (à des peines d'amende et de prison) pour ce que nous qualifions « outrage à magistrat » : ils ont fait du tapage devant les locaux de la justice.

Le machiavélisme des racistes sera encore mieux compris si l'on sait que les autorités de Selma font attendre les Noirs des jours entiers devant la porte du bureau électoral et que, lorsque ces portes sont ouvertes, commence une humiliante comédie : les candidats à l'inscription sont soumis à un examen qui doit leur permettre de prouver leur « aptitude au vote », c'est-à-dire qu'ils sont sains d'esprit, savent lire, écrire et connaissent la Constitution.

Un éveil politique

Quel a été le résultat de la « bataille de Selma » ? D'abord, plus de 3.500 manifestants noirs ont été arrêtés — près du quart des électeurs potentiels. Plusieurs centaines d'entre eux ont été appréhendés au moment même où Martin Luther King était libéré après avoir versé une caution de 200 dollars (1.000 F). La ville, la localité voisine (Marion), le

district dans son ensemble ont vécu des jours de fièvre, presque d'émeute. On a assisté à l'éveil politique conscient de cette communauté noire.

Il s'est vérifié, à cette occasion, que les Noirs du Sud ne sont plus en aucune manière des « Oncle Tom », subissant leur sort patiemment, sans réaction et sans ambition, méprisés non seulement par les Blancs, mais par leurs frères du Nord.

Action de masse

C'est même l'ampleur de la mobilisation de masse qui a déterminé le pasteur King à payer la caution qu'il avait d'abord refusée et à proclamer qu'il faut procéder « par étapes ».

On peut apprécier, à ce propos, la tournure prise par l'alliance que les organisations civiques noires ont contractée avec le président Kennedy d'abord, le président Johnson à la veille des élections de novembre et, d'une manière générale, avec le parti démocrate (là, du moins, où il n'est pas aux mains des « démocrates du Sud » racistes).

Le mouvement actuel contre la ségrégation est parti, il y a plusieurs années, du Sud — des églises noires et des collèges des Etats du Sud. Il a immédiatement débordé les anciens leaders et les anciens mouvements comme la puissante N.A.A.C.P. (Association nationale pour l'émancipation des gens de couleur). La S.C.L.C. (Southern Christian Leadership Conference « Conférence de la direction des chrétiens du Sud »), dirigée par King, est l'une des organisations nouvelles (1) surgies dans la lutte. C'est la plus dynamique. Sa méthode est l'action de masse. Elle fut d'abord expérimentée avec succès dans le boycottage des autobus, puis des magasins et entreprises pratiquant la ségrégation raciale.

Du bout des lèvres

La vague de fond des revendications noires animées par les forces politiques nouvelles a bousculé toutes les vieilles structures et obligé les anciens leaders à conclure une alliance avec le parti démocrate sur la base non de promesses généreuses, mais d'un programme d'action.

Aujourd'hui, une importante masse de Noirs exige du président qu'il exécute le contrat souscrit par son parti. C'est pourquoi Johnson a dû prendre publiquement parti pour les manifestants de Selma. Mais il l'a fait du bout des lèvres, en déclarant que « tous les Américains devraient s'indigner quand le droit de vote est refusé à un seul d'entre eux » (« Qu'il commence par s'indigner lui-même », répliquent les Noirs) et que chacun doit « se préoccuper » des efforts des Noirs de l'Alabama pour accéder au droit de vote. (« Qu'il envoie les fédéraux pour nous aider », disent les Noirs.)

Ainsi on peut dire que l'alliance communauté noire-parti démocrate sert, elle, à l'expérience et à l'édification des masses.

C'est aussi l'un des résultats de la bataille de Selma. Quand le juge fédéral ordonna aux autorités locales de renoncer aux subterfuges qu'elles opposent à l'exercice par les Noirs de leur droit de vote et d'examiner au moins cent demandes par jour, l'un des adjoints de King en conclut : « Si c'est là tout ce que la démocratie peut nous offrir, il n'y a pas de quoi pavoiser. » A chaque étape, la critique de la démocratie s'exerce dans le sens de l'action réelle, des résultats concrets.

Le vent de révolte qui souffle dans les églises noires, le vote massif des Noirs pour Johnson il y a trois mois ont le même sens : la communauté noire américaine lutte pour son intégration effective dans la société dont elle modifie la structure, elle veut que sa révolte aboutisse sur cette terre et le plus tôt possible. C'est la négation du racisme, même d'un « racisme noir ».

Paul Parisot.

(1) Les deux autres organisations les plus importantes sont le Congress of Racial Equality (C.O.R.E.) et le Student Nonviolent Coordinating Committee (S.N.C.C.), dont les équipes de jeunes militants ont fourni de nouveaux cadres au mouvement noir.

AFRIQUE

Un syndicat de défense d'hommes en place

L'O.C.A.M. succède à l'U.A.M.C.E., qui avait elle-même succédé à l'U.A.M. L'O.C.A.M., c'est l'Organisation de Coopération Africaine et Malgache. Ce groupement, qui vient de tenir ses assises à Nouakchott, capitale de la Mauritanie, comprend Madagascar et la plupart des Etats ayant appartenu avant leur indépendance à l'Afrique occidentale et à l'Afrique équatoriale françaises ; le Mali et la Guinée n'en font pas partie.

Libéralisme

Le but de l'O.C.A.M., discrètement patronnée par l'Elysée, c'est, d'une part, d'atténuer les inconvénients d'un morcellement géographique provoqué par les indépendances ; d'autre part, de réaliser un ensemble multinational fondé sur la politique de profit individuel.

L'Elysée joue sur deux tableaux : en Algérie, en Guinée, au Mali, il laisse faire et même subventionne des régimes orientés vers le socialisme ; à Madagascar et dans le reste de l'Afrique, dite francophone, il aide des gouvernements qui ont choisi le capitalisme à développer leur expérience. Les Etats de l'O.C.A.M., hier U.A.M.C.E., avant-hier U.A.M., ont toujours bien du mal à concilier les nécessités de la libre entreprise et d'une politique concertée. En premier lieu, l'un d'eux a transgressé la règle du jeu : le Congo-Brazzaville, qui s'engage prudemment mais sûrement sur la voie du socialisme. En second lieu, les autres s'aperçoivent qu'il ne suffit pas de faire taire les rivalités personnelles pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des libéralismes.

La « subversion »

La querelle qui opposait Senghor, président du Sénégal, et Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, a été pratiquement réglée par la victoire d'Houphouët-Boigny. La Côte d'Ivoire est l'un des rares Etats africains à réaliser un taux de croissance économique de 3,5 %. Cette réussite a développé le pres-

tige de son chef auprès de ses collègues des autres Etats de l'O.C.A.M. Mais elle leur laisse apparaître en même temps, avec plus de précision, des « périls » mal cernés jusqu'à présent. Le boom économique de la Côte d'Ivoire a accru la richesse des fonctionnaires et des commerçants liés par leurs affaires au capital étranger ; il n'a pas amélioré la situation de la majeure partie des populations qui ont, au contraire, généralement vu leur dénuement s'intensifier. Pour lutter contre la « subversion », la plupart des chefs d'Etat de l'O.C.A.M. viennent de comprendre qu'il leur fallait renforcer leurs liens pour former un syndicat de défense efficace des notabilités au pouvoir. Tel a été le thème général de la réunion de Nouakchott.

Clin d'œil à Washington

Pour atteindre cet objectif, les chefs d'Etat de l'O.C.A.M. ont décidé de constituer un groupe au sein de l'O.U.A., Organisation de l'Unité Africaine, qui englobe l'ensemble des Etats indépendants d'Afrique. Il apparaît déjà que son action ne se limitera pas à faire respecter le principe de la non-immixtion des Etats dans les affaires de leurs voisins ; elle proclame la légitimité absolue, quasi éternelle, de tous les gouvernements africains actuellement en place et le devoir pour l'ensemble d'aider les gouvernements en difficulté avec des mouvements révolutionnaires. C'est dans cette optique que l'O.C.A.M., dans le communiqué qui a clôturé la réunion de Nouakchott, a prôné l'aide au gouvernement légal de Léopoldville, c'est-à-dire Tschombé.

Paris, qui a aussi des intérêts du côté de l'Afrique progressiste, suivra-t-il jusqu'au bout ses « protégés » de l'O.C.A.M. ? Un certain nombre de leaders de l'O.C.A.M. inclinent à le penser. Les Américains sont présents à Léopoldville. Si Paris se montrait par trop incompréhensif, on pourrait faire appel à Washington.

J. V.



Houphouët : le vainqueur de Nouakchott. (Photo A.D.P.)

TÉLÉVISION

Une grève d'un caractère très particulier : maintenir la qualité de la production

DEPUIS le 11 février, les « réalisateurs » de la télévision sont en grève pour une durée illimitée. Le public ne s'apercevra pas de ce mouvement, tout au moins dans l'immédiat, car la télévision va piocher dans les stocks existants. Mais si cette grève dure un tant soit peu, nul doute que l'avance prise sera rapidement consommée. La direction de l'O.R.T.F. fait semblant de n'avoir aucune inquiétude car elle pense pouvoir faire appel à la production des firmes privées. Il semble bien, d'ailleurs, que c'est là le but que voudrait atteindre la direction : assurer la majeure partie de la consommation de la télévision par la production privée.

Déjà, le monopole de production était largement entamé. Au demeurant, il faut reconnaître les énormes besoins de la télévision. Mais toute la politique esquissée par la nouvelle direction de l'O.R.T.F. est orientée délibérément vers la suppression des garanties qui jusqu'alors — vaille que vaille — protégeaient les différentes catégories de travailleurs de l'établissement. Qu'on réunisse tous ces schémas et l'on comprendra mieux les intentions secrètes des tuteurs de la radio-télévision nationale : représentation populaire aux organismes de direction : néant ; représentation professionnelle et catégorielle : à peu près inexistante ; pas de représentation syndicale, plus de commissions paritaires, sauf en cas de licenciements.

Restait la production, et particulièrement celle de la télévision. Là, nous devons observer la ruée des intérêts privés ; ces derniers ont, vraisemblablement, plus d'audience à la direction que les travailleurs de l'établissement, et surtout ceux qui, depuis près de vingt ans, contre la gabegie administrative, la mainmise gouvernementale, la pression politique et la dictature étatique, ont lutté pied à pied pour défendre la qualité et la liberté de production. S'ils n'y ont pas toujours réussi, la faute en revient à la dégradation constante — et organisée — de l'établissement national ; appauvrissement qui ne bénéficie qu'aux postes privés... et à ceux qui en vivent ou espèrent en tirer profit.

LA lutte des réalisateurs de la télévision s'inscrit dans ce contexte.

Mais le public ignore en fait ce qu'est un réalisateur de télévision. Voici la définition donnée par les professionnels :

Qu'est-ce qu'un réalisateur ?

« Pour nous, c'est un professionnel hautement qualifié, un maître d'œuvre, à qui est confiée la tâche de mener à son terme une émission donnée ; il dirige l'équipe mise à sa disposition ainsi que l'utilisation des moyens techniques (cette équipe et ces moyens ayant été définis d'un commun accord avec l'Office), il imprime à l'émission la marque de sa personnalité, il la signe, il en porte la responsabilité, totale ou partagée avec un producteur-auteur, devant le public et devant le directeur de l'Office. »

Cette conception fut partagée par l'ancienne direction et fit l'objet d'un protocole. Mais...

« La nouvelle direction, alors même qu'elle prétendait respecter intégralement le protocole, tout en lui faisant subir à maintes reprises des violations délibérées, vient tout récemment de le dénoncer et veut lui substituer un autre texte qui donne au réalisateur une définition radicalement différente.

« Le réalisateur deviendrait un collaborateur à qui l'on peut faire appel, mais à qui l'on peut aussi substituer n'importe qui à tout moment. Il « animerait » et ne dirigerait plus. On censurerait au besoin son œuvre totalement ou partiellement, sans lui devoir d'explication. Il n'aurait plus

la responsabilité de son émission. Il serait soumis à un arbitraire bureaucratique. Il devrait respecter des normes et utiliser des moyens qu'on lui interdirait de discuter.

« Les réalisateurs peuvent d'autant moins admettre cette conception qu'elle émane de personnes dont ils contestent la compétence.

« Le directeur général de l'O.R.T.F. est sans doute un diplomate avisé ; il n'est pas un professionnel de la télévision.

« Le directeur de la télévision est sans doute un excellent chef de cabinet doué d'un sens aigu de son autorité et de ses responsabilités ; il n'est pas un professionnel de la télévision.

« Le directeur général adjoint a sans doute des vues intéressantes sur la fabrication des automobiles et les rapports avec le monde du travail ; il n'est pas un professionnel de la télévision.

« Ils ne sont, par ailleurs, ni des personnalités des arts, des lettres et du spectacle, ni des techniciens de la gestion d'une entreprise d'information, de culture et de spectacle.

« Les réalisateurs ont été les premiers à dénoncer le désordre, le gaspillage et l'anarchie. Ils ont été les premiers à demander une direction qui dirigerait effectivement les programmes, la production, l'exploitation et l'administration.

« Ils ont été les premiers partisans d'une planification rigoureuse et approuvent sans réserve le directeur général quand il l'inscrit au premier plan de ses préoccupations. Mais ils savent qu'une véritable planification est une tâche considérable et complexe qui ne peut pas se faire à coups de notes de service.

« — Planifier a toujours signifié pour nous : organiser la production d'un travail artistique en respectant les valeurs humaines et en tenant compte du caractère de chaque émission et des individus qui la réalisent.

« — Planifier signifie pour nous : organiser la production et prévoir le développement de l'Office en améliorant sans cesse la qualité et en augmentant le volume des émissions originales sur les deux chaînes.

« — Planifier ne signifie par pour nous : niveler.

« — Planifier ne signifie pas pour nous : diminuer la qualité et camoufler une volonté de récession des moyens de production de l'Office. »

ANIMÉE par des personnalités qui ont fait leurs preuves dans l'industrie privée où elles ont réussi à « casser » l'action des syndicats confédérés, la direction de l'O.R.T.F. pense réussir, dans l'Office, ce qui a si bien réussi chez Simca.

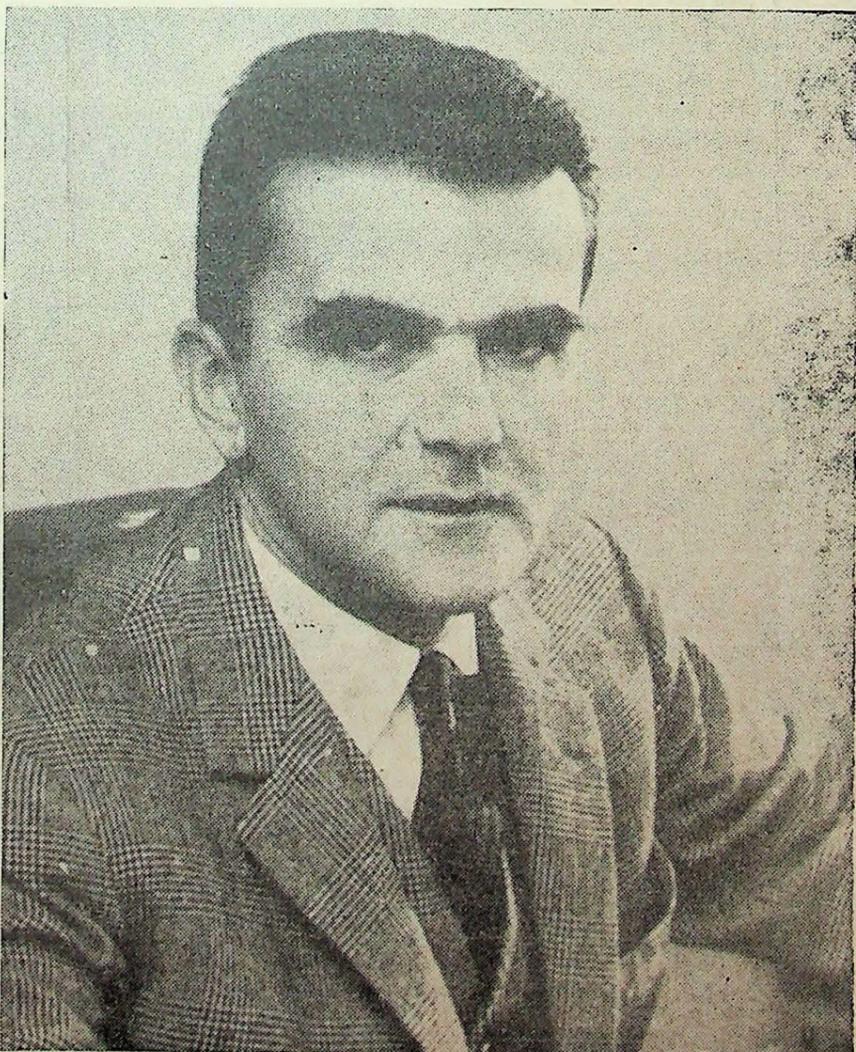
Ici, comme partout ailleurs, on retrouve la patte du gaullisme et de l'U.N.R. : on accepte le dialogue avec les travailleurs à partir d'une position de force au bénéfice du patronat. Dans le cas présent, le patron c'est le gouvernement, agissant par personne interposée.

Les animateurs de cette nouvelle grève à l'O.R.T.F. — la plupart ont des noms connus et aimés du public (Stello Lorenzi, Marcel Bluwal, Charles Brabant, Jean Prat, etc.) — pulsent leur volonté dans l'appel qui leur est prodigé par la section des assistants de réalisation, le syndicat français des acteurs et la branche ouvrière de la fédération nationale du spectacle.

« Les réalisateurs n'ont décidé leur mouvement qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de négociation. La grève leur est apparue comme le seul recours. Ils l'engagent avec résolution et confiance, conscients de leurs responsabilités et de l'importance des objectifs. L'enjeu de leur action dépasse la situation particulière des réalisateurs en éclairant les intentions de la direction à l'égard du personnel et de l'avenir de l'O.R.T.F. De l'issue de leur action dépend, ils en sont convaincus, non seulement l'amélioration des conditions de travail pour l'ensemble du personnel de l'Office, mais aussi, et en dernière analyse, l'amélioration des programmes. »

Dès lors qu'il ne se pose aucun problème de rémunération, pourquoi l'entente ne pourrait-elle se réaliser ?

Nous l'avons dit. Le langage des partenaires est différent, les intentions plus ou moins avouées sont cependant assez claires.



(Photo A.D.P.)

Jacques-Bernard Dupont : peut-être un diplomate avisé, mais sûrement pas un professionnel de la télévision.

M. Jacques-Bernard Dupont met l'accent sur l'augmentation des moyens mis à la disposition des réalisateurs : 26 % de plus en 1964 qu'en 1963.

Mais il ne s'agit pas de cela. Le directeur général de l'O.R.T.F. le sait bien. Et son directeur adjoint, Claude Contamine, qui mène toute l'affaire au nom du ministre de l'Information, ne se méprend nullement sur les raisons de la détermination des réalisateurs. Devant la volonté du pouvoir de « commercialiser » la télé, un secteur — important — recèle une force d'opposition à la médiocrité envahissante : les réalisateurs de télévision.

Ces derniers ont une conception « noble » de leur métier. Ils veulent préserver l'avenir de la télévision, art d'information, certes, mais aussi art de création artistique. Nous n'en sommes pas encore à l'art dirigé, si nous subissons quotidiennement l'information orientée ; c'est pourquoi les réalisateurs de la télévision s'opposent, aujourd'hui, à la volonté du pouvoir qui veut les transformer en simples exécutants soumis aux directives.

« Nous défendons une certaine conception esthétique des programmes », dit l'un d'eux. Mieux que cela, ils défendent la liberté d'expression d'un art populaire.

Bertrand Renaudot.

● Gatti poète

Soirée poétique consacrée à l'œuvre d'Armand Gatti, lundi 22 février à 20 h. 30, au théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Avec le concours de Denis Manuel, Pierre Meyrand, Julia Dancourt, Claudine Boris, Gérard Desarthe et Jean-Marie Lancelot. On peut louer par téléphone : FLA. 64-83.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60
● Publicité :

Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

CINÉMA

“La solitude du coureur de fond” de Tony Richardson



Tom Courtenay (de face) et Michel Redgrave : les mirages du compromis.

Un garçon court dans la campagne. Ce garçon est un délinquant. Le directeur de la maison de redressement où on l'a enfermé l'a choisi comme champion de son établissement en vue d'une rencontre sportive avec un collègue de la bonne bourgeoisie. Le garçon (Tom Courtenay) et le directeur (Michael Redgrave) ont apparemment intérêt à faire cause commune; le premier parce que les impératifs de son entraînement le dispensent des corvées habituelles; le second parce qu'avec la coupe scolaire il gagnera la confiance (et peut-être même l'amitié) de ses protégés.

Colin, le garçon, entre dans le jeu. En franchissant chaque jour les portes de la maison de redressement pour courir dans les landes et les bois, il retrouve pour un temps l'ivresse de la liberté. Mais toute liberté qui ne s'accompagne pas d'une réflexion sur son contenu et ses limites n'est qu'un leurre. C'est ce dont Colin prend peu à peu conscience. Tandis que son corps est tendu par l'effort, son esprit saute les haies du souvenir... Alors interfèrent les images de la vie antérieure; de la vie misérable dans

une banlieue ouvrière, mais aussi des équipées joyeuses avec les copains et les filles; la vie au jour le jour, assumée comme une course risquée contre les flics et les patrons; cent fois plus exaltante que cette galopade rédemptrice que Colin s'est promis de gagner.

Colin s'aperçoit qu'il s'est laissé flouer. Sa seule façon de gagner est de perdre. Il perdra pour nier les bonnes paroles du directeur et les mirages du compromis, refuser les félicitations du jury et par là même les valeurs d'une société dont il ne se sent absolument pas solidaire.

Film symbolique, La solitude du coureur de fond est également un film lumineusement dialectique. Tony Richardson, adaptant une nouvelle d'Alan Sillitoe (pour qui la solitude est d'abord celle que « doit choisir l'artiste pour ne pas être corrompu »), en respecte l'esprit avec un rare bonheur. Aucune équivoque, aucune concession, aucune sensiblerie dans la mise en scène ou l'interprétation. La vérité est là, éblouissante. Allez donc la voir.

Jean-Jacques Vernon.

MUSIQUE

Pour illustrer deux de mes récents articles sur les instruments à cordes, un excellent disque vient de paraître.

Il s'agit de la Symphonie concertante pour violon et alto de Mozart « Philips » Trésors classiques mono et stéréo.

Le pressage est, cette fois, parfait comme pour les « Magnificats » de Telemann, les plans sonores sont bien respectés. L'intérêt majeur de l'œuvre réside dans l'équilibre qui existe entre les deux solistes et qui est le fait de Mozart. L'interprétation est hors de pair avec Grumiaux, au violon, et Pelliccia, à l'alto, le tout dirigé parfaitement par Colin Davis à la tête de l'orchestre de Londres.

Il s'agit, comme pour le disque de Telemann, d'une réalisation remarquable.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 17 au 23 février

DE L'AMOUR

Un deuxième disque très agréable consacré à Rossini : cinq des ouvertures les plus connues. Rossini oui, bien sûr, je sais, mais il y a la manière. Roberto Ua, la manière, est de telle façon que l'on « marche ». De plus, c'est un disque économique : 19 F en mono, moins la classique réduction. Cela vous empêchera de penser qu'il faut payer le percepteur le 15... au moins pendant quarante minutes ! (Philips « Diamant », mono et stéréo.)

Pierre Bourgeois.

Vient de paraître

TEMOIGNAGES

LA PESTE BRUNE, Daniel Guérin. — Le récit en style autobiographique d'un voyage entrepris en 1932 à travers l'Allemagne prénazie. — Ed. Maspéro.

VICTOIRE EN SOLITAIRE (Atlantique 1964), Eric Tabarly. — L'exploit d'une course passionnante qui dura 27 jours. — Ed. Arthaud.

ROMANS

LE TORRENT, Anne Hébert. — Recueil de nouvelles. Des êtres pris par des passions dont ils ne se délivreront que dans la mort. — Ed. du Seuil.

LIVRES

Jacques Brel, poète parmi les autres

J'ai toujours applaudi aux innovations de Pierre Seghers en ce qui concerne ses collections de poètes. C'est le seul éditeur qui, actuellement, consacre le plus clair de son temps et de son argent à publier des recueils ou des études sur certains poètes contemporains ou morts depuis peu. Il est d'ailleurs notable que les gens ont une connaissance plus approfondie et plus complète de nos écrivains contemporains depuis que les éditeurs s'attachent à faire paraître des études simples et claires sur des mouvements poétiques assez difficiles d'accès.

Une nouveauté chez Seghers voit le jour depuis quelques semaines. En plus des poètes consacrés ou sur le point de l'être, l'éditeur a ajouté une série intitulée « Poésie et Chansons ». C'est donc ouvrir la porte à un genre artistique qui chaque jour prend de l'importance : la chanson. Beaucoup de lecteurs seront peut-être scandalisés par l'intrusion de cet « art mineur ». Il est certes assez difficile de concevoir Aznavour entre Valéry et Claudel. Cependant, chacun dans son genre peut avoir de la valeur. Naturellement, l'éditeur doit choisir ses auteurs-compositeurs avec beaucoup de prudence. Sinon c'est la porte ouverte à beaucoup de crétinisme et de vulgarité.

Quatre titres sont actuellement disponibles : Brassens, Ferré, Aznavour et Brel. J'ai choisi ce dernier. Je n'insiste pas sur la personnalité du compositeur telle que nous la connaissons d'après les indiscrétions ou les potins de telle commère. Ce qui m'intéresse ce sont les résultats : c'est-à-dire les textes mis en musique. Je dois dire, au risque de me faire traiter de sombre béotien, que certains poèmes ont beaucoup de valeur. Je ne les rangerai pas dans la catégorie des Prévert ou des Eluard, mais dans sa sphère, Brel est certainement, avec Ferré et Brassens, le seul auteur digne de voir ses textes imprimés et lus sans musique. Jugeons sur pièces :

« J'aimais les fées et les princesses
Qu'on me disait n'exister pas
J'aimais le feu et la tendresse
Tu vois je vous rêvais déjà... »

ou encore :

« Elles vieillissent à petits pas
De petits chiens en petits chats
Les bigotes
Elles vieillissent d'autant plus vite
Qu'elles confondent l'amour et l'eau
bénite
Comme toutes les bigotes... »

un peu plus loin :

« Une île
Une île au large de l'espoir
Où les hommes n'auraient pas peur
Et douce et calme comme ton miroir
Une île
Claire comme un matin de Pâques
Offrant l'océane langueur
D'une sirène à chaque vague
Viens, viens mon amour... »

Nous pourrions chercher et trouver beaucoup de passages qui traduisent ce sentiment poétique. Nous vivons ici dans un plein climat poétique. Je sais qu'on emploie trop souvent ce qualificatif. Pour une fois, en passant, cela a vraiment un sens. Je pense à certain moment à un Verlaine ou à un Rimbaud qui vivrait dans une époque moderne. Il y a souvent des éclairs qui font penser aux poètes précités. Certes il y a beaucoup de faiblesses et de remplissages, mais si les temps morts sont là il y a aussi des moments qui sont l'expression d'une sorte d'ivresse poétique. Et ces moments-là sont de grands moments. C'est ce qui fait la grandeur d'un homme. Chacun a eu ses faiblesses. N'y a-t-il pas chez Victor Hugo des longues périodes de remplissage ? Toute proportion gardée, chacun à son échelon, ils sont de grands sensibles et de grands poètes.

Je ne saurais trop vous recommander la lecture de ce petit livre. Une excellente introduction de Jean Clouzet (1) met le lecteur dans l'ambiance. Il ne reste plus qu'à se laisser aller au rythme tour à tour langoureux et vif de la valse à mille temps...

Eric Johansson.

(1) Editions Pierre Seghers.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "Bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....

Adresse.....Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 2

HALTE AUX SPECULATEURS

HALTE AU POUVOIR PERSONNEL

HALTE AUX AFFAIRISTES

HALTE AUX PROFITEURS

**PARTICIPEZ A LA DEMOCRATIE LOCALE
AUX ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65**

LISTES UNIES

DES FORCES DE TOUTE LA

GAUCHE



81 RUE MADEMOISELLE PARIS 15°

IMPRIMERIE SPECIALE DU P.S.U.

Chaque semaine lisez

TRIBUNE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ